

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

VALENCE, le 08/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROFFAT SAS

305 route de Bellevue
Quartier La Mule Blanche
26600 Mercurol-Veaunes

Références : 20230801-RAP-DACA0791
Code AIOT : 0006100647

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2023 dans l'établissement ROFFAT SAS implanté Lieux-dits « Bellevue » et « Chassis Ouest » 26600 Mercurol-Veaunes. L'inspection a été annoncée le 13/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée en lien avec l'inspection sécheresse de l'installation de traitement et de lavage des matériaux de la carrière qui a sa propre autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROFFAT SAS
- Lieux-dits Bellevue et Chassis Ouest 26600 Mercurol-Veaunes
- Code AIOT : 0006100647
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de sables et graviers de la SAS ROFFAT est autorisée par l'arrêté du 2 avril 2019 pour une durée de 30 ans. Une installation de traitement mobile peut être présente au sein de la carrière (recyclage de matériaux et déchets inertes du BTP) ainsi qu'une aire de transit.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de l'exploitation
- suivi des eaux souterraines
- suivi des déchets inertes entrant

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, dans les meilleurs délais ou dans les délais fixés ci-après, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, études, analyses, photos, etc.) ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Registre et plan	Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 7.6	Lettre de suite	3 mois
5	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 10.4	Lettre de suite	3 mois
6	Plan de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 13.3	Lettre de suite	3 mois
7	Traçabilité des TEX et sédiments Déclaration au RNDTS	Autre du 28/12/2020, article R. 543-43-1.-II	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 7.7	Sans objet
3	Mesure de prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 10.1	Sans objet
4	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 10.2	Sans objet
8	Traçabilité des TEX et sédiments Déclaration au RNDTS	Autre du 28/12/2020, article R. 543-43-1.-IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les observations portent sur la transmission des plans topographiques des carrières de la SAS ROFFAT du secteur de Mercurol-Veaunes, le suivi des eaux souterraines (fréquence et localisation des piézomètres), la mise à jour du plan de gestion des déchets d'extraction et la mise en place du RNDTS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre et plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 7.6
Thème(s) : Situation administrative, Plan topographique
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation... Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressé à la DREAL
Observation : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le dernier plan topographique de ses carrières de Mercurol-Veaunes (Bellevue, Les Lots et Grappiats)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 7.7
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage
Prescription contrôlée : Des matériaux inertes seront acceptés sur le site dans le cadre de sa remise en état. Les principaux points sont la mise en place d'un registre de suivi des déchets inertes entrant et d'un plan d'exploitation des zones de remblayage. Les matériaux inertes seront notamment des boues issues de l'installation de traitement des matériaux, des stériles d'exploitation et des matériaux et déchets inertes issus de chantiers du BTP. Pour ces opérations de remblayage, l'exploitant doit respecter les prescriptions précisées dans les ANNEXES VI à VIII du présent arrêté.
Constats : L'exploitant dispose d'un registre informatique de suivi des matériaux et déchets inertes du BTP entrant sur son site. Un plan permet de localiser les secteurs où sont mis les matériaux et déchets inertes en remblaiement pour la remise en état de la carrière. Un contrôle visuel est réalisé au niveau du pont bascule.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesure de prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Mesure de prévention des pollutions
Prescription contrôlée : L'entretien et le ravitaillement des engins seront assurés sur la plateforme attenante à l'emprise de la carrière. Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est interdit au sein de l'emprise de la carrière.
Constats : Une plateforme pour le ravitaillement des engins est présente au sein de l'installation de traitement. Elle est reliée à un séparateur d'hydrocarbure. Il n'y a pas de stockage de liquides susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols au sein de la carrière (stockage dans l'atelier ou dans l'installation de traitement).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : Aucun prélèvement d'eau souterraine ne sera effectué sur le site de la carrière.
Constats : Il n'y a pas de prélèvement d'eau réalisé au sein de la carrière. L'eau du dispositif d'arrosage des pistes provient du forage « bureau » de l'installation de traitement. Un automate est présent afin de gérer les différents secteurs d'arrosage selon les conditions notamment climatiques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 10.4
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les suivis des eaux souterraines sera réalisé via 4 piézomètres : 2 amonts (Pz1 et Pz2) et 2 avals (Pz3 et Pz4). Le niveau piézométrique sera mesuré mensuellement dans chacun des 4 piézomètres de façon synchronisée afin de contrôler le niveau de la nappe et son comportement. Un suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines sera réalisé sur les 4 piézomètres et portera sur les paramètres suivants : pH, MES, DCO, DBO, Hydrocarbures totaux, plomb, fer, zinc Manganèse et BTEX.
Constats : Lors de la visite l'exploitant nous a transmis les relevés mensuels des niveaux des piézomètres du site (Pz1 à Pz5). Par contre il semble que la numérotation des piézomètres soit différente de celle de l'arrêté d'autorisation. Les dernières analyses (décembre 2022) ont été faites sur les piézomètres Pz2 et Pz4 (amont et aval) et non sur les 4 piézomètres du site comme prévu dans l'arrêté.
Observation : Vérifier la correspondance entre les noms et numéros des piézomètres présents au sein du site avec ceux indiqués dans l'annexe V de l'arrêté d'autorisation. L'inspection rappelle que le suivi semestriel des piézomètres doit être réalisé sur les 4 piézomètres et non alternativement sur Pz1 - Pz2 (amont) et Pz3 - Pz4 (aval). Transmettre à l'inspection les prochaines analyses des piézomètres avec leur localisation par rapport à l'arrêté sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 13.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière. Le plan de gestion est révisé tous les 5 ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : Un plan de gestion des déchets d'extraction a été réalisé dans le cadre du renouvellement-extension de la carrière en 2018. Ce plan doit être révisé tous les 5 ans.
Observation : L'inspection demande à l'exploitant de vérifier si le plan de gestion des déchets d'extraction du dossier de demande d'autorisation est toujours d'actualité ou s'il doit être révisé. Demande de transmettre le plan révisé sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Autre du 28/12/2020, article R. 543-43-1.-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, TEX – Transmission au RNDTS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des terres excavées et sédiments », dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la Défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la Défense.</p> <p>La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu. La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre informatique de suivi des déchets inertes et des terres excavées. Le transfert des informations de ce registre informatique vers le registre national des terres excavées et sédiments en lien avec un bureau d'étude informatique est en cours de réalisation.</p>
Observation : Informer l'inspection de l'avancée de la mise en place du transfert vers le registre national des terres excavées et sédiments sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Traçabilité des TEX et sédimentsDéclaration au registre national RNDTS

Référence réglementaire : Autre du 28/12/2020, article R. 543-43-1.-IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, TEX – Transmission au RNDTS
Prescription contrôlée : IV.-Sont exemptés des obligations prévues aux I et II : 1° Les ménages ; 2° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les producteurs de terres excavées et sédiments : a) Pour les terres excavées issus d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées inférieur à 500 m ³ ; b) Pour les sédiments excavés issus d'une opération de dragage produisant un volume total de sédiments inférieur à 500 m ³ . 3° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les personnes valorisant des terres excavées et sédiments lorsque le volume utilisé pour une même opération de valorisation est inférieur à 500 m ³ .
Constats : Information sur les exemptions du RNDTS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet